Conseil Municipal du 19 octobre 2023

Le 19 octobre 2023, à dix-neuf heures le Conseil Municipal de la commune de Chailly-en-Gâtinais s'est réuni en session ordinaire, sur convocation du 13 octobre 2023, sous la présidence de M VASSEUR Hervé, Maire.

Étaient présents : REMBERT Hélène, LEROY Gérard, DONZEAU Catherine, POLIN Karin, DEBACKERE Laurent, DAVID Sandra, PORTAL Audrey, SONDAG Marc, BEZILLE Pascal, LEGOIS Sylvie, COILLE André

Absent :

Absents excusés : FALZON Yvan, MARCHAND Sébastien (pouvoir donné à VASSEUR Hervé), THOMAS Julien

Secrétaire de séance : LEGOIS Sylvie

Quorum atteint

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 14 septembre

Il n'y a pas de correction à apporter, le compte rendu de la séance du 14 septembre 2023 est donc approuvé à l'unanimité.

ARRIVEE DE POLIN Karin à 19h35

Délibération pour autorisation signature convention enfouissement câbles optiques avec le Département du Loiret

Une convention doit être signée entre la commune et le Département pour l'enfouissement de la fibre sur la route de Coudroy entre le Carrouge et la Guérinerie, soit un linéaire de 1 214 mètres. Le surcoût du mètre linéaire est fixé à 38,00 € HT dont une quote-part de la Commune s'élevant à 15 %, soit 5,70 € le mètre linéaire. Le montant total de la participation de la commune est donc de 6 918,00 €. Cette participation sera versée sous la forme d'une subvention en 5 versements annuels de 1 383,60 €.

A l'unanimité le conseil municipal autorise M. le Maire à signer la convention

Délibération pour autorisation signature convention enfouissement câbles optiques avec le GFR « Les Rousseaux »

Le GFR Les Rousseaux s'est engagé à prendre à sa charge la part communale pour l'enfouissement de la fibre sur la route de Coudroy entre le Carrouge et la Guérinerie, soit un linéaire de 1 214 mètres. Le montant total de la participation de la commune est de 6 918,00 €, versée en 5 versements annuels de 1 383,60 €. Une convention doit être signée entre la Commune et le GFR Les Rousseaux société civile appartenant à 100 % aux époux Lemoine, Patrick et Stéphanie pour permettre cette opération.

A l'unanimité le conseil municipal autorise M. le Maire à signer la convention

Délibération pour admission créances en non valeur (budget assainissement)

Vu la demande du service de gestion comptable concernant des titres de recettes afférentes à divers exercices comptables dont elle n'a pu réaliser le recouvrement, considérant que le montant de ces titres de recette s'élève à la somme de 3144,04€.

Le conseil municipal accepte ces admissions en non valeur.

Adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et en particulier ses articles 53 à 57 ;

Vu le III de l'article 106 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, offre la possibilité, pour les collectivités volontaires, d'opter pour la nomenclature M57 ;

Vu l'avis du comptable public pour l'application du référentiel M57 au 1^{er} janvier 2024.

Destinée à être généralisée (hormis pour les budgets sous M4), la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1er janvier 2024. Modernisant la gestion budgétaire et comptable, la M57 est la nomenclature comptable permettant la mise en place du compte financier unique et la certification des comptes locaux. Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et en particulier ses articles 53 à 57 ;

Vu le III de l'article 106 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, offre la possibilité, pour les collectivités volontaires, d'opter pour la nomenclature M57 ;

Vu l'avis du comptable public pour l'application du référentiel M57 au 1^{er} janvier 2024.

Destinée à être généralisée (hormis pour les budgets sous M4), la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1^{er} janvier 2024. Modernisant la gestion budgétaire et comptable, la M57 est la nomenclature comptable permettant la mise en place du compte financier unique et la certification des comptes locaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide

- d'adopter, à compter du 1^{er} janvier 2024, la nomenclature budgétaire et comptable M57 ; pour le budget principal et pour le budget annexe assainissement.
 - que l'amortissement obligatoire des immobilisations (compte 204 « subventions d'équipement versées ») acquises à compter du 1^{er} janvier 2024 est linéaire et pratiqué à compter de la date de mise en service du bien selon la règle du prorata temporis ;
 - que les durées d'amortissement seront celles qui étaient antérieurement appliquées ;
 - de maintenir le vote des budgets par nature et de retenir les modalités de vote de droit commun, soit un vote au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement, sans vote formel sur chacun des chapitres ;
 - de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré, en cas de dépréciation de la valeur d'un actif, d'ouverture d'une procédure collective et de créances irrécouvrables (lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, et /ou en cas de mise en redressement judiciaire ou liquidation judiciaire) ;
 - d'autoriser M le Maire à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section du budget, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;
- Dans ce cas, l'ordonnateur informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance. Ces virements de crédits sont soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'État, et sont transmis au comptable public, pour permettre le contrôle de la disponibilité des crédits.
- d'autoriser M le Maire à mettre en œuvre les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire et comptable et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Informations et questions diverses

Cérémonie du 11 novembre, à 11 heures, Laurent se propose pour remplacer le porte drapeau , indisponible ce jour.

Le maire remercie les personnes qui ont participé aux Médiévales que ce soient par la préparation ou la présence.

ZAEnR : une réunion aura lieu demain 20 octobre avec d'autres communes de la CCCFG.

Commission aide sociale, réunion, réunion jeudi 26 octobre 19h.

Commission jeunesse-sport, réunion jeudi 2 novembre 19h.

Tour de table

Sandra DAVID, demande pourquoi des gravillons devant chez elle, réponse : c'est le département , certainement rebouchage de trous.

Audrey PORTAL, suite à l'article paru sur l'éclairéur concernant un jugement qui incrimine des administrés de la commune, elle demande que ces personnes ne soient plus sollicitées en tant qu'entreprise au service de la commune.

Karin POLIN demande si il y a une procédure pour « les barraquements »

Prochain conseil le 23 novembre à 19h30

Fin du conseil 20h20